



Édito

Alors que la mobilisation contre le projet de réforme de la retraite s'ancre dans le paysage social, la seule réponse qu'apporte le gouvernement aux centaines de milliers d'opposant·es à sa réforme est le mépris et un regain de violence policière au point d'alarmer, à juste titre, Amnesty international, la Ligue des Droits de l'Homme ou d'autres observateurs de l'ONU. Une de nos collègues AESH a même été grièvement blessée en recevant sur la main une balle de désencerclement.

Le gouvernement perd, de toute évidence, ses nerfs puisqu'on assiste à des sorties médiatiques où outrance et mépris sont d'usage. Après le terme de factieux utilisé par E. Macron pour désigner les manifestant·es, Gérald Darmanin, a quant à lui, parlé « d'écoterrorisme » suite aux manifestations à Sainte-Soline, ou « de terrorisme intellectuel de l'extrême gauche ». Il remet même en cause les subventions que la Ligue des Droits de l'Homme reçoit, jugeant l'association trop critique par rapport à sa politique de maintien de l'ordre notamment avec les interpellations préventives ou la violence de la BRAV M.

En matière de provocation, le ministre de l'Éducation n'est pas en reste non plus. Interrogé sur LCP le 4 avril sur la mobilisation, Pap Ndiaye a laissé entendre que les personnels de l'Éducation ne seront que peu impactés par la réforme.

Des personnels aux exigences salariales justifiées

Pourtant, si les personnels de l'Éducation n'hésitent pas à venir grossir les cortèges, c'est bien parce qu'ils ne supportent pas l'idée de travailler deux ans de plus. Au-delà de ce projet de réforme, le malaise dans notre secteur est bien profond. Les revalorisations proposées, pour l'heure, aux enseignant·es sont loin d'être satisfaisantes. Pour rappel, à titre de comparaison, dans les années 80, un·e enseignant·e débutait à 2,3 fois le SMIC quand il·elle touche désormais 1,2 fois le SMIC. La perte de pouvoir d'achat est désormais évidente et touche aussi les milieux et fins de carrière. Quant au Pacte, ce n'est qu'un dispositif censé nous faire travailler plus par le biais de missions supplémentaires. C'est surtout, aussi, un dispositif inégalitaire, injuste et qui mettra à mal les collectifs de travail et aggravera les inégalités Femmes/Hommes.

Quant aux autres catégories de personnels pour l'instant rien n'est proposé. Qu'ils soient de catégorie C, comme certains personnels administratifs ou précaires comme les AEd ou AESH, les salaires sont tout simplement indécentes.

Des conditions de travail fortement dégradées

À l'instar des personnels administratifs qui doivent assurer la mise en place du nouveau logiciel RenoiRH, les personnels de notre secteur sont mis sous pression. Exercer ses missions quand les moyens à disposition sont nettement insuffisants relève de l'exploit. Quant aux personnels enseignants, avec des effectifs toujours plus pléthoriques, ils doivent, de surcroît, appliquer des réformes qui ont accentué le tri social. Dans ces conditions, c'est le sens même du métier qui est fragilisé.

Restons déterminé·es jusqu'au retrait !

C'est pourquoi, maintenir la pression est indispensable. La CGT Éducation appelle tous les personnels à répondre massivement, par la grève, à l'appel de l'intersyndicale pour la journée de mobilisation nationale le 13 avril. La CGT Educ'action soutient toutes les actions et initiatives des personnels qui contribueront à élargir la mobilisation.

Plus que jamais, uni·es et déterminé·es, toutes et tous en grève le 13 avril et obtenons, ensemble, le retrait de ce projet de réforme !

